

Economie et politique (1): Les Républicains

Posté le : 13 juin 2015 00:03 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Attitudes, Economie et politique

Cette période de mou, entre deux échéances électorales régionales, et avant le galop final de l'élection présidentielle, permet de mieux souligner certains aspects des rapports entre économie et politique.

Vérifions le d'abord avec le cas Sarkozy. Un second article évoquera le cas Hollande.

Que Nicolas Sarkozy soit capable de développer une stratégie et une tactique, il l'avait démontré de façon flamboyante lors de la campagne électorale contre Ségolène Royal et dans la conception de son quinquennat.

Les Français ont découvert en 2006, 2007, un Sarkozy extrêmement bien préparé, avec une ligne électorale très pensée par ses communicants et ses analystes politiques. La rupture en toile de fond, par rapport « au roi fainéant » et au « nini ». « Travailler plus pour gagner plus » pour séduire les masses. Et de la sueur, beaucoup de sueur. Nicolas Sarkozy n'hésite pas à « mouiller le maillot ».

Il l'avait emporté facilement contre une candidate socialiste à la fois inclassable et caricaturale qui n'avait d'autre argument que son genre et d'autre support que son propre culot.

Une fois le Président élu, les Français ont été les spectateurs d'une comédie politique qui n'était pas exactement celle à laquelle ils s'attendaient :

- Volonté stratégique de ne pas faire descendre dans la rue les forces syndicales et les mouvements de jeunes : accord avec la CGT, mesures édulcorées, etc. Adieu la rupture !
- Volonté stratégique de rallier des socialistes en déshérence (DSK au FMI et une demi douzaine de socialistes au gouvernement) afin d'affaiblir l'adversaire. L'ouverture à gauche n'avait pas été annoncée pendant la campagne.
- Volonté stratégique de ne heurter personne dans le mouvement européeniste ni dans le camp atlantiste
- Planification tactique de lois-prétextes permettant de couvrir tout le champ de la future élection présidentielle
 - Traité de Lisbonne
 - Retour dans l'Otan
 - Grenelle de l'environnement
 - RSA
- Concession tactique au politiquement correct : choix de nombreuses femmes au gouvernement avec des exemples de diversité (Rama Yade, Rachida Dati, Fadela Amara, etc.), multiplication de reconnaissances de « droits à » et même de « droits opposables à », comme pour le logement ; suppression de la « double peine » ; organisation plus ou moins approximative du « culte musulman ».

Bien sûr il fallait donner un minimum de gages à l'électorat de droite. Des réformes partielles vont être faites qui iront suffisamment peu loin pour ne brusquer personne.

- L'ISF est plafonné mais pas supprimé. L'idée d'un chèque de remboursement du trop perçu « aux riches » est totalement absurde et la clientèle attendait la suppression de l'ISF. Mais «On a touché au symbole. Hein ! »
- Le droit de grève est amendé dans les transports pour permettre un minimum de transport en commun. Mais les contraintes pour les syndicats sont légères et facilement tournées.
- La restauration voit sa TVA baissée. Mais la mesure est démagogique et n'a pas d'impact. En revanche on a raté le tournant de la TVA sociale.
- La carte judiciaire est simplifiée mais les conditions acceptées en font une réforme très coûteuse.
- Le régime spécial de certaines entreprises publiques est rapproché de celui des fonctionnaires. Mais les grands abus ne sont pas corrigés et les mesures d'accompagnement sont coûteuses aussi bien à court terme que sur les principes (prise en compte de la « pénibilité » pour les retraites. Transfert du régime de l'EDF GDF sur les autres régimes). En revanche le privé voit ses retraites rognées et la date de départ à taux plein éloignée dans le futur.
- RGPP pour diminuer la dépense publique : on demande à des fonctionnaires de s'auto réguler sans redéfinir les missions et le cadre de l'Etat. Les réductions seront presque symboliques (entre 2 et 4 milliards sur 1 250 milliards...). Le remplacement d'un fonctionnaire sur deux est plus efficace mais il est indiscriminé et vaut surtout aux fonctionnaires des finances des hausses de salaires improbables.
- Détaxation et exonération fiscale des heures supplémentaires : mesure démagogique d'achat de vote populaire, mais incapable de relancer l'activité, tout en créant des trous dans les comptes publics. Il est vrai que l'on prétend avoir ainsi mis fin aux 35 heures...

Autre élément tactique, Nicolas Sarkozy théorise le fait qu'une inondation d'annonces de réformes dans tous les azimuts musèle l'opposition et permet de saturer les médias. Qu'elles soient suivies d'effets ou non ne paraît pas critique. L'important est d'assurer la prééminence de la Présidence et l'omniprésence de son chef. On dévalorise de ce fait l'action du Premier Ministre, réduit au rôle de « collaborateur ». Fillon avait des envies réformatrices autrement plus radicales et pensait réellement à des ruptures. Il est mis au pas. En refusant de démissionner et de porter ce message, il se tue politiquement mais il mettra du temps à s'en rendre compte. Il pense encore qu'il tiendra sa revanche en dû temps et que sa loyauté comptera.

Jusqu'à l'été 2008, Nicolas Sarkozy peut se réjouir de son savoir faire. Ses déboires conjugaux et son remariage avec une starlette ne sont pas du goût des Français, pas plus que son envie de placer son fils à la tête de l'Epad. Mais il a été élu Président de la République Française, ce qui l'enivre. Son plan fonctionne à merveille. L'opposition socialiste est asphyxiée. Le FN a vu sa clientèle voter en masse pour lui. Il n'a pas eu de vraie opposition dans la rue. La Presse est plutôt bonne fille même s'il commence à agacer. Il parade tous azimuts et va pouvoir se lancer dans la politique étrangère agressive avec Bernard Henri Levy et Bernard Kouchner.

Et l'économie dans tout cela ? Et Bruxelles et les contraintes de l'Euro ?

La réponse est claire : on s'en fout ! Les taux d'intérêts sont au plus bas. On est dans la phase de haute conjoncture du cycle. Bien sûr elle est ridiculement basse par rapport à ses devancières. Mais c'est tout de même mieux que du temps de Chirac et de la fin du quinquennat de Jospin. L'endettement s'est accéléré. Les remontrances de Bruxelles sont purement et simplement ignorées, comme du temps, où, Ministre des Finances, Nicolas Sarkozy se moquaient des contraintes «absurdes» du Traité de Maastricht. Les Européistes ont eu le traité de Lisbonne, alors qu'ils s'en contentent.

Les folies spéculatives qui marquent les années 2007 et 2008 ne sont pas prises en compte. Après tout DSK dit que tout va mieux et que l'atterrissage a eu lieu de façon confortable. L'endettement public et privé s'aggrave au point que les 400% de dettes par rapport au PIB sont dépassés. Pas de réaction. La compétitivité des entreprises est trop basse ? Pas de réaction. Les banques sont gonflées comme des outres de crédits aventurées ? Pas de réaction. Si : un conseiller présidentiel passe à la tête d'une banque qu'il a contribué à façonner. L'entre soi et le mélange des genres entre politique, administration et finance n'a jamais été plus fertile.

L'économie prend sa revanche. Comme nous en avons averti le candidat dès 2006, une crise terrible frappe le monde, prenant totalement à revers et la tactique et la stratégie de Nicolas Sarkozy. Il tentera de dominer la situation à l'aide de ses « spin's doctors », dénonçant la finance, promouvant le G20, mettant au pas le Grèce, et finalement mettant sa signature au bas du traité Merkel-Sarkozy, alors qu'il est en position de faiblesse. Tous les comptes de la France dérapent. La dette et le chômage s'envolent. Suivant les recommandations des fonctionnaires des Finances, il se résout à des augmentations massives d'impôts visant « les riches ». L'idée est de se présenter en garant des classes populaires.

La guerre en Lybie, suivant la libération rocambolesque des infirmières bulgares et une réception ridicule de Khadafi ne peuvent pas faire oublier le désastre économique non anticipée.

Lors qu'il se présente à la présidentielle, Nicolas Sarkozy croit devoir reprendre sa stratégie initiale : il s'est bordé de toute part et croit pouvoir compter sur ses clientèles. Il se présente quasiment en vrai socialiste qui a frappé les riches et maintenu le pouvoir d'achat des plus faibles. Il a fait son devoir politiquement correct. Il a fait son devoir écologique. Il a fait son devoir humanitaire en Lybie. Il a fait son devoir européen avec le traité de Lisbonne. Il a fait son devoir social avec le RSA. Il a fait son devoir vis-à-vis des petits salariés avec les heures sup défiscalisées.

Il n'a pas vraiment vu qu'il était tourné sur sa droite par la famille Le Pen qui démontre sans difficulté qu'il n'a rien fait contre l'immigration de masse, que l'insécurité a augmenté, notamment depuis qu'il a demandé la suppression de l'exécution des peines de moins de deux ans fermes, L'attentat de Toulouse par un fanatique nommé Merah liquide sa prétention à avoir restauré la sécurité. L'annonce d'une taxation à 75% des riches par son concurrent fait litière de son désir de passer plus à gauche que la gauche elle-même. C'était bien la peine de faire honorer Guy Moquet dans les écoles !

L'économie a pris sa revanche : les résultats sont dramatiques et comptés à charge. Si un représentant de la droite est même incapable de maîtriser les activités économiques, à quoi sert la droite ? On note qu'une grande partie de la dette ne provient pas de la crise elle-même mais de son laxisme dans ce domaine : les baisses d'impôts n'ont pas été gagées sur des baisses de dépenses publiques de même valeur.

Sa campagne patinant face à Hollande, il est obligé de changer de cap en cours de route, ce qui est le plus souvent catastrophique. Et il perd, après avoir couru comme un dératé après les électeurs favorables aux thèmes exploités par la famille Le Pen.

La réduction dans les sondages de son retard sur Hollande est généralement mise sur le compte de ce changement de cap. En fait Nicolas Sarkozy apparaît extrêmement fatigué. Il est terrassé par les anaphores du candidat socialiste lors d'un débat où il paraît décalé, en retrait, dépassé.

Il perd.

Il annonce qu'il se retire de la vie politique mais n'y renonce pas.

Dans pratiquement toutes les autres démocraties, un leader qui a échoué ou fait son temps, s'écarte

de la politique, pour laisser le soin à son parti de faire le bilan de l'échec, en tirer les conséquences et présenter une nouvelle approche incarnée par un nouveau leader. Pas en France où l'échec n'est qu'une temporaire traversée du désert avant retour triomphal.

Avec l'aide du peu scrupuleux J. F. Copé, il empêche :

- Tout débat sur son quinquennat. Toute remise en cause par qui que ce soit est une « trahison ».
- L'élection de M. Fillon à la tête du parti, qui a choisi de se désolidariser partiellement des mesures prises par N. Sarkozy tout en proposant la rupture qu'il préconisait en 2007 et qu'il a été empêché de mettre en œuvre.

Dans l'affaire Copé perd sa réputation et Fillon rate le coche.

Le champ est libre pour un retour de Nicolas Sarkozy, même si c'est à l'occasion de la démission de Copé suite à l'affaire Bygmalion qui montre une phénoménale capacité de malhonnêteté dans le clan sarkoziste.

Après avoir soigné sa popularité à l'occasion des récitals de son épouse, où il s'est fait applaudir à proportion des erreurs de F. Hollande, il gagne l'élection à la présidence de l'UMP.

On découvre un N. Sarkozy qui, comme en 2006, a travaillé en profondeur avec ses communicants le schéma tactique de son retour.

Le changement de nom du parti en Les Républicains est plutôt bien joué. Il permet de sortir les Le Pen du champ de la république et de renvoyer le PS à un socialisme anti national et anti économique. C'est un concept qui se « décline » bien ; une réussite obligatoire pour les tenants de la politique spectacle.

Le slogan de campagne : « la société de confiance », est également bien trouvé. Qu'est-ce que le FN sinon un parti de la défiance vis-à-vis de toute le monde. Quant au PS il a tellement peur des relations bilatérales entre les membres de la société qu'il a bloqué toutes les possibilités de « contrat libre ». Le patron, l'employeur, le banquier, le vendeur, le propriétaire, le syndic sont toujours des voyous qui abusent de leur position dominante. La loi remplace la confiance.

Le slogan se décline à nouveau très bien aussi bien contre les socialistes et contre l'extrême droite.

De même la tactique est bien rodée. Contrairement aux analystes des journaux qui considéraient qu'il se diminuait en devenant le chef d'un parti, alors qu'il était le Président de tous les Français, il sait que de cette forteresse réorganisée, il peut lancer tous ses raids. Les succès électoraux lui sont comptés à bénéfice. Ils s'enchaînent à proportion des échecs socialistes. Ses concurrents internes sont marginalisés, malgré les appels à des primaires « ouvertes ».

Il est le leader de l'opposition. Il le fait savoir en tapant fort sur la personne du Président de la République socialiste, « démagogue, menteur, indigne, incapable, manipulateur ».

La suite est parfaitement préparée:

- Tout débat interne sur le bilan est rendu impossible : il faut se mobiliser tous les semestres pour gagner une nouvelle bataille électorale : unité, unité !
- Les bases programmatiques seront l'affaire du parti qui dégagera les grands axes des actions à mener en dû temps. Inutile d'endosser soi même les mesures ingrates qu'il faudra bien prendre.
- La primaire sera escamotée grâce à l'emprise assurée sur le parti. En termes d'image que comptent Fillon et Lemaire ? Ils se posent en s'opposant. Mais ils ne peuvent atteindre la majorité

contre Sarkozy. Juppé est plus coriace. Mais il est plus populaire dans l'opinion publique que dans les rangs de s Républicains qui l'ont copieusement sifflés à chaque occasion et qui continueront. A chaque fois qu'il sera amené à se découvrir il lui faudra soit se durcir à droite soit avouer une sympathie centriste. Dans tous les cas, il perdra des points. De ce point de vue, la primaire favorise N. Sarkozy.

- Soyons sûrs que les communicants ont déjà rodé les thèmes de campagne du futur candidat des républicains et que comme en 2007, il sera prêt.

Face à une telle machine, désormais incrustée dans le parti, il n'y a plus d'oxygène pour des concurrents.

Et l'économie dans tout cela ? Nulle part, comme en 2007.

Avec Chirac et son nini, la rupture était un thème porteur, d'autant plus que Sarkozy avait réussi à se sortir de tous les pièges politiques semés sous ses pieds par le Président vieillissant et malade.

Avec Hollande, ce n'est même pas nécessaire. La catastrophe économique et sociale est telle qu'elle plaide sans qu'il soit besoin d'insister. Mettre en avant des réformes courageuses, mais politiquement coûteuses, est inutile. C'est entrer dans le jeu de Hollande : « regardez, je vous ai prémuni du mal qu'ils veulent vous faire ! »

Ce sera donc un combat politique et éventuellement politicien. Mais aucune des grandes tares qui grèvent l'économie mondiale, l'économie européenne et l'économie française ne sera prise à bras le corps. Ce qui laisse présager un quinquennat ultérieur en cas de victoire parfaitement opportuniste.

Qu'est-ce qui peut enrayer cette machine ? Les juges et seulement les juges. Si cela arrive cela laissera Les Républicains dans une telle panade qu'il est peu probable que cela serve les autres candidats potentiels.

Nicolas a préempté la droite et s'il doit chuter avant le round décisif, il aura tué la droite.

La seule solution serait pour un Fillon, par exemple, de sortir du parti sarkozyste, expliquer pourquoi et se placer en recours, tout en approfondissant ce que pourrait être une politique de salut public pour la France. Mais François Fillon n'aime pas trop « mouiller sa chemise », animer des réseaux, s'emparer du champ médiatique, faire chauffer les militants, donner confiance à un groupe d'affidés prêts à prendre le pouvoir avec lui. Il craint de passer pour un « diviseur ». Alors qu'il devrait se mettre en retrait et façonner une image publique de reconstruteur d'une Vème République digne et prospère.

Juppé, âgé et prisonnier de son alliance avec Bayrou, qui a fait élire Hollande, ne peut pas emporter les primaires, même très ouvertes. Le souvenir de son compagnonnage avec Rocard, de son coup de matraque fiscal de 95, du déplafonnement de l'ISF, présenté comme une mesure socialiste aussi excellente que le RMI et que « nous aurions du proposer nous-mêmes » (sic), est trop fort pour qu'il réussisse à mobiliser la droite. La gauche ne sera pas plus séduite.

Ce qui frappe, c'est l'absence totale de l'économie, de ses besoins, des réformes fondamentales attendues dans les discours et dans les thèmes. Tous les positionnements ne sont que politiques, voire égotistes.

Personne n'incarne à droite une politique réelle de redressement crédible dans un cadre qui permette à la fois de briser la tactique socialiste et de mobiliser les Français.

Globalement la France et particulièrement les classes qui soutiennent traditionnellement la droite, veulent savoir comment on sort de la crise, de l'hyper fiscalité, des dettes irrécouvrables, du chômage de masse, de l'envahissement du pays par des solliciteurs, de l'abaissement constant du

pays et du recul de sa place dans le monde. Elle veut qu'on lui parle du monde, qui l'agresse, de l'Europe, qui est en pleine dérive, d'elle-même qui ne se reconnaît plus dans le fanatisme niveleur et culpabilisant pratiqué par les idéologues socialistes. Et leurs innombrables relais dans les médias.

Elle considère avec une majorité écrasante que la droite n'aurait guère fait mieux que les socialistes. La France est-elle encore libre et indépendante ? Elle n'a plus de voix dans les instances mondiales et les représentants français au FMI sont des toutous de la politique américaine. Elle n'est plus rien dans les instances de l'union Européenne où la marginalisation au profit d'une part des petits pays et d'autre part des cours de justice s'est aggravé. Son économie est ouverte à tout vent. Son Etat obèse est perclus de dettes impossibles à amortir. Sa fiscalité a fait fuir les actifs et une grande partie des fortunes.

Le président omnipotent, voulu par De Gaulle, n'est-il finalement qu'un fantoche qui vit une expérience personnelle gratifiante pour lui-même et indifférente aux pays, et rien d'autre ?

Le drame de la France est justement dans ce soupçon : si la candidature de Sarkozy est simplement un exercice narcissique, fille une fois de plus du « complexe de Zorro » diagnostiqué par Claude Allègre, par lequel il veut prouver que, le premier, il sera parvenu à revenir au pouvoir suprême après un échec, les Français n'ont rien à faire et en cas de succès, ils se sentiront floués, une fois de plus.

Alain Juppé est un énarque, cumulard qui plus est. Il ne fera rien pour reconstruire un Etat où l'administration ne capte pas et le revenu et une grande partie de la fortune des Français. Il n'a strictement aucun programme économique. Il n'a même pas, comme Sarkozy, une équipe de communicants capable de lui construire « une histoire à raconter ». Pas de parti ; pas de slogans. Une simple image de dignité et d'ouverture au centre. C'est beaucoup et très peu à la fois.

Bruno Lemaire est un candidat estimable. Il « mouille la chemise » et n'hésite pas à faire de la politique. Il a démissionné de la fonction publique. Il a pris ses risques et brûlé ses vaisseaux. Mais ici encore le fond économique manque.

Alors les orphelins cherchent une alternative avec Lagarde, qui est au FMI. Elle se fait prendre de belles photographies sur papier glacé. Depuis que le FMI a trahi son rôle statutaire, qui n'est possible que si les changes flottants disparaissent, l'endroit est devenu une pépinière pour candidats présidentiels avec une fortune diverse. La stratégie de la présidente du Fmi flotte comme un bouchon entre les exigences du maître américain et le soutien abusif à l'Europe, comme père fouettard de la Grèce, qu'a voulu DSK, en violation des règles du FMI et à la grande colère de certains de ses membres.

Des photos photoshopées dans les revues sur papier glacé ne font pas une réelle perspective nationale, surtout lorsqu'on a accepté d'endosser l'arbitrage Tapie qui est largement contesté par la Justice et peu porteur d'une image de sagacité vigilante.

Alors quelle solution, pour la droite, qui permette de prendre à bras le corps les grands défis de restructuration et de réorganisation qui concernent le monde, l'Union Européenne, la zone Euro et la France et permette d'envisager la fin du saccage économique que nous subissons inlassablement depuis quarante ans ?

Des ateliers thématiques formant le socle des réformes nécessaires, chaque prétendant aux primaires ajoutant sel et poivre ? Les votants aux primaires choisiront-ils les inflexions de programmes ou l'aura des candidats ?

Croit-on que les candidats vont vraiment s'opposer sur la conduite à tenir vis-à-vis de l'Union Européenne, vis-à-vis de la zone Euro, vis-à-vis de la CEDH, vis-à-vis de l'organisation mondiale des monnaies, vis-à-vis des trois libertés de mouvements (capitaux, marchandises et personnes).

Croit-on qu'ils annonceront une reconstruction dure de l'Etat moloch ?

Tous s'attendent à une bataille d'images qui s'enchaînera avec une campagne nationale identique à la précédente, basée sur les cadeaux au peuple et l'agitation des bas instincts.

L'économie n'apparaîtra que façon symbolique, accusatoire et incantatoire.

Domage.